



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Suppressions de postes à l'éducation nationale

Question au Gouvernement n° 1413

Texte de la question

SUPPRESSIONS DE POSTES À L'ÉDUCATION NATIONALE

Mme la présidente . La parole est à Mme Murielle Lepvraud.

Mme Murielle Lepvraud . Les 3 256 suppressions de postes dans l'éducation nationale signifient des milliers de fermetures de classe à la rentrée prochaine. Vous êtes en train de tuer l'école publique et d'enterrer les conditions d'apprentissage des enfants de la République ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Hier, les enseignants étaient en grève et les parents d'élèves, les syndicats, comme la population et les élus locaux, se sont mobilisés pour vous demander de stopper l'hémorragie.

Comble du cynisme, ici, on a entendu hier les députés de la Macronie, PS compris, pleurer à chaudes larmes (*Mêmes mouvements*) et implorer de ne pas mettre en œuvre le budget qu'ils ont validé en connaissant les suppressions de postes prévues. Vous avez accepté les coupes budgétaires décidées par le gouvernement au détriment de l'éducation de nos enfants (*Mêmes mouvements*),...

Mme Ségolène Amiot. Quelle honte !

Mme Murielle Lepvraudmais vous déplorez maintenant les conséquences dont vous chérissez les causes !

La démographie a bon dos car le projet de rationalisation est bien plus ancien que la baisse du nombre d'enfants. Elle pourrait pourtant être l'occasion rêvée de réduire les effectifs dans les classes, pour améliorer les conditions d'apprentissage et, en conséquence, les conditions de travail des enseignants. (*Mêmes mouvements.*) Au contraire, pour vous, il faut continuer de rationaliser et de dégrader les services publics.

Monsieur le ministre de l'éducation, enseignants, AESH, syndicats et parents d'élèves vous alertent sur leurs difficultés quotidiennes. Pourtant, vous allez les accentuer, puis déplorer avoir du mal à recruter, alors que c'est vous qui détruisez les métiers du service public. (*Mêmes mouvements.*) Quand allez-vous avouer que votre volonté est d'envoyer nos enfants dans le privé et de détruire ce qui reste de l'école de la République ? (Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Antoine Léaument . Qu'il passe aux aveux !

M. Édouard Geffray, *ministre de l'éducation nationale* . Collectivement, il va falloir qu'on arrive à sortir du déni démographique, car entre la classe d'âge qui passe le baccalauréat et celle qui est en petite section de maternelle, il y a eu 25 % de naissances en moins. Cela signifie qu'on perd une génération tous les quatre ans. Nous avons aujourd'hui le même nombre de naissances qu'en 1942 avec une population plus nombreuse de 28 millions de personnes. Il faut accepter de regarder cette situation.

Dans le même temps, notre maillage du territoire par les écoles est extrêmement dense, le plus dense d'Europe. Force ou faiblesse, nous avons autant d'écoles publiques que l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni réunis.

M. Stéphane Peu . Mais avec combien d'élèves par classe ?

M. Édouard Geffray, ministre . Sans revenir sur cette situation, on ne peut pas ne pas tenir compte des réalités démographiques que j'ai exposées plusieurs fois. D'ici à quinze ans, nous aurons 2 millions d'élèves en moins, soit une baisse de 20 à 25 %. À la rentrée prochaine, les Côtes-d'Armor – votre département, madame Lepvraud – perdront près de 3 % d'élèves. Soit on suit la démographie, ce qui n'est pas le choix du gouvernement,...

M. Éric Coquerel . Ben si !

M. Édouard Geffray, ministresoit on organise un atterrissage en douceur sur vingt ans, avec une baisse du nombre d'élèves par classe. C'est ce que nous faisons. Depuis 2017, ce nombre a baissé de plus de trois unités – et même un peu plus chez vous. Nous poursuivons cette trajectoire.

Mme Marianne Maximi . Faites des classes encore moins chargées !

M. Édouard Geffray, ministre . En revanche, si on faisait ce que vous voulez, c'est-à-dire conserver un nombre égal de professeurs pour faire baisser plus vite le nombre d'élèves par classe, inéluctablement, dans sept ou huit ans, nous n'aurions plus besoin de recruter d'enseignants – c'est mathématique, et je vous invite à faire le calcul vous-même. Ça, ce serait une vraie crise de recrutement. Avec la dernière loi de finances, nous avons créé 8 000 postes...

M. Éric Coquerel . Ce n'est pas vrai !

M. Édouard Geffray, ministrepour garantir l'avenir. Nous recruterons dès la troisième année de licence des étudiants qui seront mieux formés et mieux payés.

Mme la présidente . La parole est à Mme Murielle Lepvraud.

Mme Murielle Lepvraud . Les fermetures de classes sont, à terme, des fermetures d'écoles. Votre entêtement est irresponsable, monsieur le ministre.

Données clés

Auteur : [Mme Murielle Lepvraud](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (4^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1413

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2026